

Quel avenir pour le Congo après la fraude électorale du 30 décembre 2018 ?

Eminence,

Excellences,

Mes dames et messieurs en vos titres et qualités respectifs,

1. Avant de commencer ma conférence, je voudrais m'acquitter de l'agréable devoir de remercier sincèrement les Grandes Conférences Catholiques, ainsi que les organisateurs du présent cycle desdites conférences pour leur généreuse invitation à m'adresser à cette auguste assemblée. Plus spécialement, je remercie chaleureusement monsieur Emmanuel Cornu, le président des Grandes Conférences Catholiques pour sa sollicitude à mon égard dans l'organisation pratique de mon séjour.

2. L'invitation qui m'avait été adressée exprimait le vœu de me voir donner une conférence intitulée : « Quel avenir pour le Congo ? ». Normalement, j'aurais dû envoyer le texte de ma conférence aux organisateurs plusieurs mois avant ladite conférence. Cependant, si je l'avais fait, mon texte n'aurait pas reflété les développements rapides et récents qui ont eu lieu au

Congo : une élection volontairement bâclée y a eu lieu le 30 décembre 2018 et les résultats de ladite élection ont été fabriqués. Pour refléter cette tragédie qui vient de se passer au Congo, j'ai ajouté une précision au sujet qui m'a été donné et qui s'articule maintenant comme suit : « Quel avenir pour le Congo après la fraude électorale du 30 décembre 2018 ? »

Une question récurrente

3. Le 30 décembre 2018 se sont finalement tenues les élections présidentielle et législatives tant nationales que provinciales qui auraient pourtant dû avoir lieu deux ans plutôt en décembre 2016. De nombreuses voix dont celle de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO en sigle), chiffres à l'appui, sont montées au créneau pour dévoiler et dénoncer les irrégularités et la grande fraude ayant caractérisé ces élections ainsi que la fabrication des résultats qui s'en est suivi². Face à cette nouvelle page de l'histoire de la République Démocratique du Congo, de nombreux observateurs unissent leurs cris à ceux des fils et filles de mon pays qui se posent cette question cruciale : quel est l'avenir de ce pays ?

4. Il sied ici de remarquer que cette question est récurrente dans l'histoire de mon pays dont les bases pour un avenir réellement prometteur ont été progressivement démantelées *tlp*

depuis la dernière décennie du siècle dernier. En effet, la question se posait déjà au lendemain de l'indépendance en 1960 au regard des évènements qui s'en sont suivis. Lorsqu'en 1965, le colonel Mobutu accomplissait son coup d'Etat, la même interrogation a taraudé l'esprit du peuple et des acteurs politiques ou économiques de l'époque. Venant confirmer les inquiétudes des uns et autres, la dictature montante de Joseph Mobutu suscita de vives protestations puisque son système entraîna le pays dans une vertigineuse descente aux enfers, notamment après la zaïrianisation en 1973 dont nous avons payé deux fois le prix : les acquéreurs des entreprises nationalisées n'étaient pas outillés pour les conduire, et les propriétaires de ces entreprises furent indemnisés à la fois par la Belgique ainsi que le Congo. Le tissu social se délabra progressivement, les infrastructures sociales (les centres de santé, les écoles, les routes, etc.) furent abandonnées à leur triste sort, les animateurs des institutions s'adonnaient concurremment à la prédation des richesses du pays, établissant la corruption et le mensonge en mode de gouvernance. C'était également dans ce contexte que la question sur l'avenir du Congo s'était posée avec acuité. La même question avait resurgi avec toute sa vigueur quand les espoirs qui renaissaient avec la chute de Mobutu s'étaient brutalement estompés avec le surgissement des groupes rebelles aux seules fins de piller systématiquement

les ressources du pays ; tous les maux décriés jadis sous Mobutu faisaient alors leur réapparition.


5. Aujourd'hui plus qu'hier, la même question refait surface, après que le peuple qui a décidé d'en découdre avec le régime désastreux des Kabila, voit ses espoirs pour une authentique alternance voler en éclats. En effet, aux lendemains du scrutin du 30 décembre dernier, la CENCO qui avait déployé quelque 40.000 observateurs, confiait à la CENI qu'elle en connaissait le vainqueur, au vu des chiffres traçables en sa possession. Dans la nuit de mercredi à jeudi, 10 janvier 2019, la Commission électorale indépendante annonçait que monsieur Félix Tshisekedi arrivait en tête de l'élection présidentielle avec 7 051 013 des voix, soit 38, 57 % des suffrages exprimés, devant Martin Fayulu qui n'aurait reçu que 34, 8% des voix. Cependant, les chiffres de la CENCO indiquent le score suivant : 62,11% pour Martin Fayulu, 16,88% pour Emmanuel Ramazani Shadari, et 16,93% pour Félix Tshisekedi. Les appels à la vérité des urnes lancés par la CENCO et d'autres très nombreuses organisations tant nationales qu'internationales ne seront pas entendus par la cour constitutionnelle qui a statué sur les résultats définitifs, et a confirmé le verdict de la CENI déclarant la victoire de monsieur Félix Tshisekedi, jugeant les recours introduits par monsieur Martin Fayulu, recevables mais non fondées, faute de preuves.


Les juges avaient estimé que la demande de recomptage des voix demeurerait exceptionnelle et que la demande serait « absurde », concluant que seule la CENI avait fourni « des résultats authentiques et sincères ». Après cette parodie de justice par une cour totalement inféodée au pouvoir de monsieur Joseph Kabila qui en avait changé la configuration durant les derniers mois avant les élections, la CENCO qui avait donné le rapport général de sa mission d'observation avait nettement souligné que d'après le plus large de son échantillon (71,53% des suffrages valablement exprimés), les résultats provisoires confirmés par la Cour constitutionnelle « ne correspondent pas aux données collectées », et appelait à la publication des résultats du vote « bureau de vote par bureau de vote ».

6. Au niveau des législatives provinciales et nationales, la CENI a donné gagnant le Front Commun pour le Congo (FCC en sigle), coalition formée autour du président sortant. A en croire les révélations faisant état des arrangements entre messieurs Kabila et Tshisekedi avant la publication des résultats et au regard de ces résultats, on constate que l'ancien régime conserverait le pouvoir à l'assemblée nationale, au Sénat et dans la majorité des assemblées provinciales. Les conséquences de ces arrangements minent l'avenir du pays, puisque, même si la forme pourra remaquiller les colorations des uns et des autres, il reste que dans

le fond, la grande majorité des gouverneurs des provinces et des sénateurs élus par les députés provinciaux seront de la coalition de Kabila. De même, le premier ministre devra provenir de la même coalition majoritaire au parlement. A cela s'ajoute le fait que quelques semaines avant les élections, le président sortant a procédé à la nomination des secrétaires généraux, piliers de l'administration du pays, et d'autres diplomates, colonnes de la politique extérieure de l'Etat. Cependant, si le combat du peuple a bien trouvé une légitimité dans l'organisation des élections susceptibles d'aider notre pays à sortir de la crise, comment expliquer la victoire de la coalition des pro-Kabila dans les élections législatives nationales et provinciales ? Une telle victoire ne contredit-elle pas la volonté du peuple au profit d'une véritable alternance qui trouve échos dans la déroute des pro-Kabila à la présidentielle ? Quel est l'avenir du Congo sur fond de cette fraude électorale ? Avec cette nouvelle fraude électorale, après avoir pris la mesure des événements, je puis affirmer sans ambages qu'à court terme, cette situation réactive la crise de légitimité, porte une grave entorse au processus de démocratisation et risque de ne pas résoudre les dérives sécuritaires dans le pays.

Une impasse à court terme

7. Tout d'abord, il est indéniable qu'une véritable alternance après ces élections aurait mis fin à la crise de légitimité qui a 

détérioré la situation dans le pays depuis près de trois décennies. Mais, le simulacre d'alternance en cours, déjà décriée par le peuple, risque de relancer la crise de légitimité, en lieu et place de la juguler. En réalité, pour comprendre les enjeux présents sur lesquels se joue l'avenir du Congo, il est important de revenir sur le passé récent de mon pays, en particulier les événements de la fin du siècle dernier. Rappelons qu'à la fin des années 80, au cœur du profond marasme économique découlant de l'échec de différents plans de redressement économique et projets d'ajustement structurel, les évêques de la Conférence Episcopale du Zaïre (CEZ en sigle), interpelés par la misère du peuple, réunis pour la 26ème assemblée plénière en 1988, avaient clairement pointé la « *crise de légitimité et de stabilité du pouvoir* » qui entravait le développement de la nation et compromettait lourdement son avenir. Répondant aux consultations populaires initiées par le président Mobutu, le 14 janvier 1990, leur Mémoire du 9 mars 1990 dressait un réquisitoire très sévère du système politique mis en place depuis 1965, fustigeait la monopolisation du pouvoir politique par une petite clique et portait plus haut les aspirations du peuple pour la démocratie, la justice et la paix dans le pays. D'après l'épiscopat zaïrois d'alors, résoudre la crise de légitimité signifiait entraîner résolument le pays dans le processus de démocratisation. 

8. Si la crise de légitimité n'avait pas été résorbée au fil des années 90, c'est essentiellement parce que les aspirations fondamentales du peuple ont été ignorées, sans aucune forme de procès. L'entêtement des dirigeants bénéficiant incontestablement du soutien extérieur faisait obstacle aux aspirations légitimes du peuple qui n'hésitera pas à emprunter diverses voies de contestations pacifiques. A la suite de celles-ci, la Conférence Nationale Souveraine (CNS) a pu se tenir en faisant ainsi l'autopsie générale de la société congolaise, afin de proposer des solutions pour un avenir meilleur. Mais, le succès de cette gigantesque entreprise a été de courte durée, tel un poussin presque étouffé dans l'œuf. L'avènement au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila, qui voulait instaurer sa propre logique institutionnelle, a balayé du revers de la main les acquis de la CNS. La tendance, mieux la décision à passer sous silence les acquis de la CNS, laissait émerger progressivement les élans despotiques du nouvel homme fort du Congo qui a été porté au pouvoir par le soutien de l'Ouganda et du Rwanda, qui désormais voulaient aussi être associés au partage du butin. Pourtant, très vite, pour plusieurs raisons, et en particulier la prédation des richesses du sous-sol, la guerre et les rebellions ont envahi le nord et l'est du pays, laissant présager des vellétés de l'émiettement du pays. De 1998 à 2001, Laurent Désiré Kabila fait appel à l'Angola et au Zimbabwe pour l'aider à défendre le territoire

8/7

national. Toutefois, en début 2001, Laurent Désiré Kabila est assassiné et un de ses fils adoptifs est imposé à la tête du pays. Puisant ses audaces et sa détermination dans la force militaire, le pouvoir de Kabila qui avait brisé le travail de la CNS, pensait édifier le pays à l'aide d'une capacité militaire étrangère, en mettant à l'écart les forces vives qui avaient milité à la démocratisation du pays. Cette crise de légitimité diagnostiquée depuis les années 90 se métamorphose et s'accroît au point qu'avec monsieur J. Kabila, l'autorité de l'Etat va quasi totalement s'évanouir. Presque partout dans le pays, on sent que l'Etat brille par son absence, tandis que son autorité fait défaut, sauf quand il s'agit de tracasser les paisibles citoyens ou de traquer les opposants au régime.


9. Au regard de cette crise de légitimité persistante, le leitmotiv est que l'avenir du Congo ne se déploiera nulle part ailleurs que dans la démocratie qui implique l'Etat de droit, le respect des libertés, et donc le sens de la vérité inhérente aux aspirations du peuple à la vertu et à son bonheur. La vérité est la racine de la justice et de la réconciliation qui élèvent la nation et favorisent les conditions nécessaires au développement intégral dans le peuple. Rappelons qu'en 1990, les premiers jalons de ce fragile processus de démocratisation étant démantelés par le pouvoir de l'époque, les évêques, conscients de l'impasse vers laquelle menait la crise politico-économique, publiaient le 16 juin,

la déclaration « *Tous appelés à bâtir la Nation* » qui une fois de plus montrait que l'avenir du pays était dans la démocratisation dont le socle réside dans la promotion de la vérité, des libertés fondamentales, de la justice et de la paix.

10. Dans un contexte où leur rôle était paradoxalement contesté ou carrément ignoré, les évêques n'avaient pas manqué de rappeler leur mission dans les termes suivants: « *Mère et éducatrice des peuples, l'Église ne peut rester insensible aux souffrances de ses enfants ni garder le silence en ces jours où ils vivent des événements tragiques, ni encore moins les abandonner à eux-mêmes en ce moment où, s'engageant sur des voies nouvelles, la Nation tout entière avance à petits pas et comme à tâtons* » (Conférence Episcopale du Zaïre, *Tous appelés à bâtir la nation*, 1). Depuis ce temps, contre vents et marées, l'Église et d'autres acteurs se sont investis dans l'éducation civique de la population. La voie nouvelle qui était celle de la démocratisation exigeait une formation de consciences au sens de la vérité et de la justice, au respect des droits fondamentaux, principalement le respect de la vie, qui est le premier des droits. Cette posture de l'Église dévoilait d'emblée son projet volontairement ambitieux : amener le peuple et ses dirigeants à rompre avec les anciennes habitudes qui avaient conduit à la crise, pour les entraîner à

construire l'Etat de droit dans la vérité qui sous-tend la bonne gouvernance et la justice qui bannit toute corruption et impunité.

11. Durant trois décennies, l'Eglise catholique comme les autres confessions religieuses et quelques franges de la société civile poursuivaient la formation civique et électorale du peuple. Il fallait que ce dernier comprenne ce que signifient les élections, pourquoi, pour qui et comment voter ? L'engouement du peuple pour les élections libres, crédibles reste également le fruit de ce travail d'éducation civique qui montre que le peuple de façon générale a aujourd'hui pris la mesure des enjeux de la démocratie. En fait, au fil de ce temps, la ferme prise de position de l'épiscopat congolais à travers ses messages et son action tant éducative que caritative, aussi originale qu'elle puisse être dans l'histoire de mon pays et de celle de l'Afrique, s'inscrit pourtant dans la tradition avérée et constante de la doctrine sociale de l'Eglise comme le rappelle le passage suivant : *« L'Eglise, pour sa part, s'engage à promouvoir en son sein et dans la société une culture soucieuse de la primauté du droit. À titre d'exemple, les élections constituent un lieu d'expression du choix politique d'un peuple et sont un signe de la légitimité pour l'exercice du pouvoir. Elles sont le moment privilégié pour un débat politique public sain et serein, caractérisé par le respect des différentes opinions et des différents groupes politiques. Favoriser un bon déroulement des élections suscitera*




et encouragera une participation réelle et active des citoyens à la vie politique et sociale. Le non-respect de la Constitution nationale, de la loi ou du verdict des urnes, là où les élections ont été libres, équitables et transparentes, manifesterait une défaillance grave dans la gouvernance et signifierait un manque de compétence dans la gestion de la chose publique » (Africae Munus, n°81). De façon constante et plus intensément à partir des années 90, l'engagement de l'Eglise pour la démocratisation signifiait davantage former le peuple à comprendre l'Etat de droit dont l'avènement et la consolidation passent particulièrement par des élections libres, transparentes et crédibles qui résorbent la crise de légitimité et font renaître la confiance aux institutions de la République. Raison pour laquelle, même confrontée à des graves risques de compromissions du processus électoral, l'Eglise a dû militer pour le respect de la constitution et pour la vérité des urnes.

12. Enfin, avec le risque de la crise de légitimité et l'entorse à la démocratisation, des lourdes inquiétudes pèsent sur l'insécurité qui fait tache d'huile dans le pays. L'impact de l'éducation civique du peuple fera que le peuple et les politiciens déçus obtempèrent à l'appel au calme, à la retenue et à la paix lancé par la CENCO et les autres acteurs. Cependant, les inquiétudes ne résident pas sur les tensions nouvelles, mais sur la persistance et l'intensification des tensions actuelles. Il n'est un

HP

secret pour personne qu'avec L.-D. Kabila, mais surtout avec J. Kabila, une autre page sinistre s'ouvrait dont l'agenda principal n'était rien d'autre que le pillage systématique des ressources du Congo par différents protagonistes qui se camouflaient derrière la guerre qui porta ces messieurs au pouvoir. En 2002 à Sun City en Afrique du Sud, au terme de quatre ans de conflits et de dix-neuf mois de négociations, un accord partiel était signé entre les différentes forces de la guerre au Congo, sanctionnant ainsi la fin de la guerre et des rebellions, et consacrant le partage du pouvoir entre les forces en présence, d'où la formule 1+4, soit un président secondé par quatre vice-présidents. Mais, les groupes rebelles continueront à se multiplier jusqu'à ce jour. En réalité, cet accord qui entendait rétablir la légitimité du pouvoir en place et renouer avec la démocratisation des institutions, mettait en place un gouvernement d'union nationale, tout en comprenant dans sa feuille de route principalement le projet de la réunification, de la pacification et la reconstruction du Pays. Au nombre de ses objectifs, il comptait la restauration de l'intégrité territoriale, et le rétablissement de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national, en vue de la réconciliation nationale, tout en s'appuyant sur la formation d'une armée nationale, restructurée et intégrée, pour culminer sur l'organisation des élections libres et transparentes à tous les niveaux, permettant dès lors la mise en

place d'un régime constitutionnel démocratique et la mise en place des structures devant aboutir à un nouvel ordre politique.

13. Le risque, sinon du renforcement, en tout cas du maintien des méthodes de répression sauvage de celles et ceux qui tentent de dénoncer la fraude, la mégestion et la corruption, pointe bien à l'horizon. Pas un seul jour ne passe en RD Congo, sans que l'on ne tue, l'on ne viole, l'on ne torture, sans que l'on ne réprime par la force les paisibles citoyens. D'une part, des rapports d'enquêtes menées par plusieurs organisations accusent certains responsables civiles et militaires du régime dans l'approvisionnement et le maintien des groupes armés à l'est du pays. Le peuple, qui n'est pas dupe, doute sur la volonté réelle des dirigeants de mettre fin à cette guerre entretenue pour ponctionner les ressources et les minerais du Congo vers l'étranger, en passant par certains pays voisins. Alors que la situation sécuritaire et humanitaire était déjà très préoccupante et précaire, d'autres foyers de tensions dans le Kasai et à Yumbi, dans l'ancienne province du Bandundu viennent occuper le devant de la scène. Sans entrer dans le détail de ces récentes tragédies, il nous suffit de rappeler avec la CENCO que « *L'insécurité quasi-généralisée à travers le territoire national influe directement sur la vie des personnes. Elle porte atteinte à la dignité humaine et au respect des droits humains. C'est le cas au Grand Kasai où les* » 

affrontements entre les forces de l'ordre et les miliciens ont causé beaucoup de pertes en vies humaines. Après neuf mois de conflit, il nous a été signalé à ce jour plus ou moins 3.383 morts, plus de 80 fosses communes, plus d'un million de déplacés internes et plus de 30.000 réfugiés en Angola. Nous y déplorons des destructions méchantes : 60 paroisses profanées et fermées, 31 centres de santé catholiques saccagés, 141 écoles catholiques endommagées et fermées, 3.698 habitations privées détruites, 20 villages complètement détruits [...]. Nous constatons aussi la présence massive, incontrôlée et permanente des groupes armés étrangers sur le territoire national semant désolation dans la population locale et constituant pour elle une véritable source d'inquiétude » (Le pays va mal, n°5-7). D'autre part, certaines personnes sont tuées et emprisonnées en raison simplement de leurs opinions contraires au régime en place. A ce sujet, les accords invitaient à la décrispation de la scène politique avant les échéances électorales. Bien plus, lors des manifestations organisées particulièrement par le Comité Laïc de Coordination, plusieurs personnes ont été tuées, blessées et arrêtées.

14. A travers cette fraude électorale, c'est à peine si l'on peut croire à un tel opprobre dans un pays qui a connu des vives tensions avant et après les élections. En 2006, sur fond d'une campagne électorale émaillée d'intenses violences, les scrutins